

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne (Afp- ats - Ap - Reuters, XINHUANET) ainsi que les sources d'informations de la résistance

Journal de Palestine

Spécial dossier

N° 245 du 14.05

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://journal-palestine.blogspot.com>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" : <http://www.palestinefr.net/jop.php>.

d) Le "Journal de Palestine" est également visible sur le site <http://www.aredam.net/> rubrique 14

e) Sur le site de Alain Pottiez : <http://socialisme-solidarite-che.skynetblogs.be/>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

1 Médias

1-1 Caroll Azoulay : L'opinion publique américaine comprend Israël.

2 Les brèves

2-1 Philippe Rekacewicz et Dominique Vidal : [L'armée d'Israël au-dessus de ses lois ?](#)

3 Dossier

3-1 Point de vue de Rolland Richa : Il y a cinquante neuf ans ... la Nakba !

3-2 Point de vue de Khaled Amayreh : L'holocauste en préparation des Palestiniens par Israël.

3-3 Point de vue de Silvia Cattori : Palestine : Les ravages d'un boycott criminel.

3-4 Point de vue de Samah Jabr : Pour que cesse la nouvelle Nakba contre les Palestiniens : « Non » à la reconnaissance du « droit d'Israël à exister »

3-5 Point de vue de George Bisharat : La mémoire comme esquisse de l'avenir.

3-6 Point de vue de Rania Adel : Palestine : un plan mort-né.

3-7 Point de vue de Khaled Amayreh : La solution n'est pas deux états, mais un seul état.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

4-1 Amel Kebdani : Ghettos et conséquences : caillasse et racaille!!

4-2 Réponse de Chérif Boudelal à Amel Kebdani, : Ghettos et conséquences : caillasse et racaille!! : Le sionisme, un danger planétaire.

4-3 Union Générale des Etudiants de Palestine : Démocratie ou Apartheid? Les Palestiniens menacés dans les frontières de l'Etat d'Israël

5 Annexe

5-1 Centre d'Information sur la Résistance en Palestine : Cinquième congrès des Palestiniens d'Europe à Rotterdam.

5-2 Rapport de WAFA : La Banque mondiale : il n'y aura pas de reprise économique en Cisjordanie tant que d'importantes portions de son territoire resteront inaccessibles.

5-3 Avi Issacharoff : Cisjordanie : un rapport de la Banque mondiale très sévère pour la politique d'Israël.

5-4 Yaniv Salama-Scheer; Peut-être un Israélien dans le gouvernement prochainement nommé par Sarközy ?

5-5 90.7%

1 Médias/Vidéos

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Caroll Azoulay : L'opinion publique américaine comprend Israël.

Un sondage réalisé par 'The Israël Project 'auprès de la classe supérieure américaine révèle que l'image d'Israël n'a jamais été aussi positive depuis 5 ans et que l'extrémisme islamique est tenu pour responsable de l'instabilité au Moyen orient. Détails.

Le sondage qui demandait aux personnes de noter leur sentiment sur une échelle de 1 (très froid et non favorable) à 100 (chaleureux et très favorable) a enregistré 63 % de réponses 'chaleureux et très favorable' envers Israël, soit une augmentation de 13 points par rapport à la même question posée en mai 2006.

De son côté, l'Iran a été noté négativement à 71 % , ne recevant que 11 % de réponses positives.

Idem pour le Hamas qui a inspiré 71 % de sentiments 'très froid et non favorable' contre 6 % de réponses favorables.

Extraits

Concernant le conflit israélo palestinien, le soutien des Américains envers Israël se révèle, là aussi, particulièrement fort,

Avec 65 % des personnes interrogées qui se déclarent en faveur d'Israël et seulement

10 % qui indiquent soutenir les Palestiniens.

Ce chiffre représente un témoignage record du soutien manifesté par les Américains aux Israéliens depuis plusieurs années.

En parallèle, 84 % de l'échantillon interrogé et issu de la classe supérieure considère Israël comme l'allié le plus proche des États-Unis, soit une augmentation de 7 % par rapport à octobre 2005.

"Ce sondage confirme la remarquable nature du lien qu'entretiennent les Américains avec Israël" a indiqué le co fondateur de l'institut d'étude stratégique d'opinion publique, 'Neil Newhouse'. "Le soutien manifesté par l'élite américaine à Israël a atteint son plus haut niveau depuis ces 5 dernières années, et plus de 8 personnes sur 10 pensent qu'Israël représente notre meilleur allié".

En dépit de la formation d'un gouvernement d'union nationale entre le Hamas et le Fatah, les Américains pensent que leur pays ne devrait pas renouveler son aide à l'Autorité palestinienne tant que le gouvernement Hamas ne mettra pas fin à la "culture de la haine" (72 %) qu'il ne reconnaitra pas officiellement le droit d'Israël à exister et qu'il ne renoncera pas au 4terrorisme 4(75 %).

Pour les personnes interrogées, il ne fait aucun doute qu'Israël est menacé par des voisins hostiles qui ne reconnaissent pas son droit à exister.

85 % des réponses indiquent ainsi que "les pays arabes qui entourent Israël sont hostiles à son existence" tandis que seulement 11 % sont en désaccord avec cette opinion.

80 % (contre 18 %) pensent "qu'Israël est un petit pays vulnérable menacé par des voisins hostiles"

et 76 % sont d'accord pour affirmer que les "Arabes n'acceptent pas réellement le droit d'Israël à exister" (contre 20 % qui pensent le contraire).

73 % des personnes interrogées indiquent que "l'extrémisme islamique" est "davantage responsable de l'instabilité au Moyen Orient" qu'Israël est sa politique".

Amel Kebdani,

13 mai 2007

Le sondage a été réalisé pour 'The Israel Project' par le 'Neil Newhouse of Public Opinion Strategies' en collaboration avec le 'Greenberg Quinlan Rosner Research' sur 500 personnes diplômées de l'enseignement supérieur, dont les revenus annuels dépassent les 75 000 dollars, et qui lisent régulièrement le journal, une revue financière ou une analyse politique.

'The Israel Project' est une organisation internationale à but non lucratif qui a pour objectif de fournir à la presse et au public des informations sur Israël, (et de promouvoir la paix, la sécurité et la liberté)...

'The Israel Project' n'est lié à aucun gouvernement ni agence (...)

gouvernementale.

Guysen Israël News

Mardi 8 mai 2007 à 08:44

<http://www.guysen.com/articles.php?sid=5781>

2 Les brèves

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Philippe Rekacewicz et Dominique Vidal : L'armée d'Israël au-dessus de ses lois ?

Que doit on penser d'individus capables d'une telle cruauté ? Regardez bien les photos et voyez comment vivent cette famille. Entre les miradors et les barbelés, on se croirait dans un comp de concentration. Voilà le judaïsme Sioniste. Pillage, vols de terres, exactions, assassinats, racisme, apartheid, et la communauté internationale fait l'autruche, comme d'habitude !

L'armée d'Israël au-dessus de ses lois ?

A la fin de notre enquête intitulée « Comment Israël confisque Jérusalem-Est », publiée dans le numéro de février 2007 du *Monde diplomatique*, nous écrivions :

« En les découvrant, on pense à Kafka ou à Ubu roi : ce sont les Palestiniens des enclaves de Biddu (35 500 personnes), Bir Nabala (20 000) et Walaja (2 000) pris au piège du mur ou de la barrière, qui les encerclent entièrement. Et la famille Gharib est assurément la victime expiatoire. Un à un, les colons de Givon Hadasha ont construit, sur des terres privées palestiniennes, des maisons autour de la sienne, qu'ils ont transformée en mini-enclave, reliée par un chemin à son village originel, le tout ceinturé d'un grillage bientôt électrifié et surveillé par une caméra... Sympathiques voisins : en nous voyant, l'un d'eux hurle depuis sa fenêtre : "J'ai une arme, je vais vous descendre !" Paroles en l'air ? Ils ont déjà tué un de ses fils. Persécutés, les Gharib résistent néanmoins depuis plus de vingt ans... »

Faudra-t-il bientôt mettre cette dernière phrase au passé ? Le 3 mai 2007, en fin de matinée, l'armée israélienne, la police des frontières, des gardes de sécurité et des ouvriers se sont présentés devant la maison de la famille Gharib pour détruire le grillage existant et le remplacer par un autre, plus haut et plus solide, selon les affirmations d'un officier israélien interrogé sur place par un représentant des Nations unies. Les membres de la famille, qui tentaient de s'interposer, ont été brutalement pris à partie par les soldats et la police. Un des fils a été sérieusement blessé au cours de ces échauffourées, le père et ses deux autres fils ont été arrêtés.

Sur place, la mobilisation continue, car le bureau des Nations unies pour les affaires humanitaires (OCHA) ainsi que les associations et les ONG qui soutiennent et défendent la famille craignent que la maison ne soit démolie. Depuis des années, le cas de cette famille est devenu emblématique de la lutte contre la colonisation — il en avait même été question lors des négociations israélo-palestiniennes de Taba, en janvier 2001 !

Comme toutes les destructions de maisons opérées à Jérusalem-Est, celle-ci violerait le droit international : les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies comme la IV^e convention de Genève interdisent formellement à l'occupant, en l'occurrence Israël, de modifier le statu quo dans les territoires occupés et de porter atteinte aux conditions de vie de leurs habitants. Mais l'armée israélienne bafoue aussi les propres lois de son Etat : la Cour suprême, depuis des années, a en effet toujours proclamé le droit de la famille Gharib à conserver son foyer.

A cette arrogance, la communauté internationale, Union européenne comprise, répond par un silence qui prend, avec le temps, des allures de complicité. Et si la France prenait l'initiative de sanctions ? Quel qu'il soit, le futur chef de l'Etat sera au pied du mur...

Philippe Rekacewicz et Dominique Vidal

Samedi 12 Mai 2007

Pour les nombreuses photos cliquer : <http://palestine.over-blog.net/article-6608750.html>

Sources Monde Diplomatique

Posté par Adriana Evangelizt

3 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Point de vue de Rolland Richa : Il y a cinquante neuf ans ... la Nakba !

Il y a plus de cinquante neuf ans, l'Assemblée générale des Nations unies décidait de partager la Palestine en un Etat juif et un Etat arabe. La guerre de 1947-49 se termina avec le nouvel Etat Israélien contrôlant la majeure partie de la Palestine, plus de 531 villages palestiniens détruits et leur population déportée, 805.067 Palestiniens devenus réfugiés dans leur pays et la région, des milliers de morts.

Les événements de 1948 en Palestine ont été présentés, dans leur version dominante jusqu'à ces dernières années, comme une attente du 15 Mai par les parties concernées, le 15 Mai étant la date fixée pour le retrait britannique et la mise en application du plan de partage adopté le 29 Novembre 1947 par l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Le but unique de la colonisation sioniste, tel qu'il fut constamment rappelé par le principal dirigeant sioniste de l'époque, David Ben Gourion : Créer l'Etat d'Israël et en assurer l'extension jusqu'aux limites de l'Eretz-Israël biblique.

Dès 1920, les colonies juives installées en Palestine étaient localisées en fonction de cet objectif central, y compris dans leur finalité militaire.

L'acceptation par Ben Gourion des plans de partage en 1938 comme en 1947 l'était en fonction de cet objectif et de la détermination à en briser les limites (le terme est de Ben Gourion) par la force.

Tel fut l'objet des opérations militaires lancées dès février 1948 par l'armée sioniste constituée de longue date, la Haganah, comme des commandos fanatiques de l'Irgoun et du Stern relevant de Begin et de Shamir. Ces opérations s'inscrivirent à partir du 1er Mars dans le cadre du plan stratégique de la Haganah, le Plan Dalet (du nom de la 4^e lettre de l'alphabet hébraïque, car il était lui-même la 4^e version, plus élaborée, des plans déjà mises en oeuvre). Elles avaient pour but d'occuper le maximum du territoire de la Palestine, au delà même des limites assignées à l'Etat d'Israël par le Plan de Partage, et en particulier, de relier entre elles toutes les colonies juives et d'assurer une percée vers Jérusalem. Cette occupation visait aussi à créer, par la terreur, le départ massif des habitants palestiniens en dehors du territoire acquis ainsi pour l'Etat d'Israël.

Cette terreur connu son apogée par le massacre des habitants du village de Deir-Yassin perpétré dans la nuit du 9 au 10 avril par les commandos de l'Irgoun. Si Ben Gourion tenta de se démarquer de ce massacre, il reste que l'attaque et la prise de Deir-Yassin s'inscrivaient dans le cadre du Plan Dalet.

Le résultat de cette terreur, à laquelle les radios arabes donnèrent une large résonance, fut la fuite massive des populations palestiniennes, dont Begin, responsable direct du massacre de Deir-Yassin, commenta ainsi le résultat :

"Cette fuite massive se développa rapidement en folle et incontrôlable débandade. Des 800.000 Arabes qui vivaient dans le territoire actuel de l'Etat d'Israël, il n'en reste que 165.000. La signification politique et économique de ce développement peut difficilement être surestimée".

Dans le même temps, les principaux noyaux de la résistance armée palestinienne avaient été détruits. La veille de Deir-Yassin, le chef le plus connu de cette résistance, Abd-El Kader Al-Husayni, avait été tué dans la défense d'un village situé lui aussi sur la route de Jérusalem.

On a beaucoup écrit sur la défaite arabe de 1948. On sait entre autres que le Mouvement des Officiers Libres d'Egypte, qui donna naissance au pouvoir nassérien en 1953, a son origine dans la défaite de l'armée égyptienne en 1948. La réflexion sur les causes internes de cette défaite furent à l'origine de ce Mouvement et sont, de ce fait, bien connues, notamment par l'ouvrage de Nasser "Philosophie de la Révolution".

Mais la version longtemps dominante des événements de 1948 présentait le front arabe comme un front uni d'armées très supérieures en nombre et puissance à la jeune armée israélienne. Or, une telle unité était factice et la participation de l'armée jordanienne, la fameuse Légion Arabe dirigée par l'officier britannique Glubb Pacha, à la réalisation des objectifs britanniques de l'époque, est une cause majeure de cette défaite.

Les objectifs britanniques étaient d'une part de faire obstacle à toute émergence d'une autorité palestinienne sur les territoires dévolus aux Arabes par le Plan de Partage et d'autre part, mais ces objectifs étaient liés, de renforcer ses alliés hachémites placés à la tête des Royaumes de Transjordanie et d'Irak, et plus particulièrement le premier d'entre eux, situé en première ligne de cette opération.

C'est ainsi que la Légion Arabe put sans encombre au lendemain du 15 Mai percer vers Jérusalem et y occuper notamment la Ville Sainte, occuper les territoires palestiniens qui allaient être dénommés la Cisjordanie, sans jamais déborder vers les territoires alloués à l'Etat d'Israël par le Plan de Partage, ni reconquérir leur extension acquise par le Plan Dalet.

Dans une deuxième phase, le 3 Octobre, alors qu'un premier armistice avec Israël avait été conclu, la Légion Arabe, sous les ordres de ses officiers britanniques, encercla et désarma les noyaux armés palestiniens qui subsistaient en Cisjordanie et qui se réclamaient de l'autorité du Mafti Al-Husayni installé à Gaza.

Le 15 Octobre, l'armée israélienne rompt l'armistice du côté égyptien, attaque la seule armée égyptienne. La Légion Arabe, de son côté, ne bouge pas et son chef, Glubb Pacha, exprimait l'espoir que cette offensive "puisse finalement briser le gouvernement de Gaza (celui du Mufti) et donner aux Egyptiens une leçon !" (cité par Avi Shlaim ; Glubb Pacha utilisait un terme méprisant pour dire les Egyptiens)

L'armée égyptienne défaite, le Mufti fut ramené de force en Egypte, et les notables palestiniens n'eurent plus qu'à se rallier le 1er décembre au Roi Abdallah, proclamé Roi de Jordanie.

Le nom même de Palestine était effacé : restaient seulement pour la légalité internationale, des "réfugiés" !

On comprend que, dans la mémoire palestinienne, cette année 1948 soit restée sous le nom de " Al-Nakba", la Catastrophe.

mardi 15 mai 2007.

http://www.aloufok.net/article.php?id_article=3099

3-2 Point de vue de Khaled Amayreh : L'holocauste en préparation des Palestiniens par Israël.

"Je ne savais pas qu'afin de protéger quelques personnes, des champs étaient confisqués et que des récoltes étaient détruites ; Je ne savais pas qu'afin de fournir la sécurité à quelques personnes, des centaines de gens devaient attendre aux checkpoints et aux barrages routiers avant d'être autorisés à rentrer chez eux épuisés, s'ils ne sont pas tués."

- José Saramago, Prix Nobel Portugais, le 28 mars 2002 lors d'une visite en Cisjordanie.

Pas un seul jour ne passe sans qu'un crime ne soit commis par l'armée d'occupation israélienne et/ou par les terroristes paramilitaires juifs, connus sous le nom de colons, contre les civils palestiniens innocents et sans défense en Cisjordanie.

Et au cas où un meurtre ne serait pas commis, une maison est démolie, un écolier est estropié par les balles indifférentes d'un tireur isolé juif, une ferme est rasée au bulldozer, une récolte est incendiée, ou une nouvelle colonie est construite sur une terre Arabe volée, saisie sous la menace des armes à ses propriétaires légaux, tout cela, au nom du nationalisme juif.

C'est plus que le Far West ici ; cela ressemble réellement à l'Allemagne d'avant-guerre quand le Troisième Reich encourageait réellement les Allemands à s'en prendre librement aux juifs, à leurs vies, à leurs maisons et à leurs entreprises.

Prenons juste quelques exemples de ce que le soi-disant "peuple élu" a fait en Cisjordanie ces dernières 48 heures

Le mercredi (le 9 mai), les héros du sionisme ont tué un fœtus de 7 mois dans le ventre de sa mère. La femme se bat maintenant contre la mort à l'hôpital.

Selon des témoins, les tanks israéliens ont envahi le camp de réfugiés palestiniens d'Ein Beit Alma à Naplouse, ils ont commencé à tirer au hasard et ont touché la femme dans son bas ventre et ont tué le fœtus.

Le médecin soignant a témoigné : *"Les balles ont touché le fœtus à la tête après avoir pénétré dans l'utérus de la mère."*

Ce dernier crime porte à 853 le nombre d'enfants palestiniens assassinés par des terroristes juifs depuis 2000, dont 124 ont été tués en 2006.

L'armée israélienne "examine toujours l'incident" tout comme elle examine toujours les milliers d'autres crimes meurtriers commis depuis la naissance illégitime d'Israël il y a soixante ans.

Les mêmes héros du Sionisme ont incendié hier des centaines d'hectares de champs de grain prêts à être récoltés dans diverses régions de la Cisjordanie. Les crimes ont été commis en toute connaissance et sous les yeux de l'armée israélienne.

A Hebron, des soldats israéliens ont attaqué des pacifistes, y compris des participants juifs, après que les activistes aient tenté d'enlever des rochers et des amas de terre qui bloquaient une grande route reliant Hebron à la ville de Dahiya.

Plusieurs manifestants ont été frappés sauvagement et des images des "confrontations" ont été diffusées sur plusieurs sites Internet.

A peu près au même moment, l'armée d'occupation israélienne a pris plus de 51 Palestiniens dans des rafles (le quota quotidien est de 15 à 20), et les a envoyés dans le camp de concentration notoire du désert de Negev où ils sont internés dans de dures conditions pendant des mois ou des années, soit sur de fausses accusations ou soit sans accusations ou sans procès.

Il y a plus de 11.000 Palestiniens qui languissent dans ces camps de détention. Israël les appelle "des terroristes ou des extrémistes". Cependant, la vérité est que ces personnes sont des médecins, des enseignants, des professeurs d'université, des infirmiers, des étudiants, des législateurs, des employés du gouvernement, des hommes d'affaires et des gens ordinaires dont le seul crime est leur opposition souvent pacifique à l'occupation israélienne de leur pays qui ressemble à celle des Nazis.

Le jeudi 10 mai, le ministre de la Défense, **Amir Peretz**, a décidé "d'interdire" le plus grand parti politique dans les territoires occupés, à savoir la Liste Réformes et Changement, apparemment parce que le groupe soutenu par le Hamas refuse d'abandonner le droit au retour des millions de Palestiniens et de leurs descendants qui ont été déracinés par des gangs d'Europe de l'Est en 1948.

Toujours jeudi, Israël décide de conserver 530 barrages routiers et checkpoints dans l'ensemble de la Cisjordanie, apparemment pour faire en sorte que les Palestiniens restent tourmentés et humiliés et également pour donner aux jeunes juifs qui gardent ces postes de persécutions, un véritable sentiment de virilité et de contrôle.

A un niveau plus global, les médias israéliens ont annoncé, toujours jeudi, la confiscation de milliers d'hectares de terre appartenant à des Arabes autour de Jérusalem-Est afin de construire trois autres colonies pour des juifs Talmudiques ultra-Orthodoxes qui croient que les non-juifs vivant sous la loi juive devraient être exterminés, asservis (des tailleurs de bois et des porteurs d'eau), ou, encore mieux, expulsés.

L'énorme vol de terre a pour but de rendre impossible à tout futur gouvernement israélien de rendre Jérusalem-Est à un éventuel Etat palestinien. En d'autres termes, le but est de tuer de façon irréversible toute perspective viable d'un accord pacifique basé sur la solution envisagée de deux Etats.

C'est vrai, ces crimes ne constituent pas encore un holocauste à part entière.

Cependant, l'accumulation de ces crimes qui se poursuivent depuis près de soixante ans et qui perpétuent une volonté inchangée a finalement l'effet d'un holocauste.

Oui, la laideur brutale de l'occupation israélienne, en dépit de ses toutes ses manifestations criminelles, n'est peut-être pas exactement identique à ce que le Troisième Reich a fait il y a plus de soixante ans

Mais l'occupation israélienne n'est pas un phénomène statique ou un épisode ancien, mais c'est un processus continu dont l'objectif final est d'effacer les Palestiniens, soit par un génocide physique, ou au moins par un génocide physique partiel, ou en rendant insupportable la vie quotidienne des Palestiniens ordinaires (en conséquence de la persécution brutale qui leur est imposée), de telle sorte que les Palestiniens immigrent ou succombent aux desseins génocidaires d'Israël

Bien, les génocides et les tentatives génocides n'ont pas besoin d'être des copies conformes.

Vous voyez, le résultat ici est qu'un holocauste contre les Palestiniens n'a pas besoin d'être aussi dramatique que l'holocauste allemand

Je réalise qu'Israël, en particulier l'establishment militaire à l'esprit fasciste, qui dirige en réalité Israël (Israël est une armée avec un Etat, pas un Etat avec une armée), ne cherche pas à tuer chaque Palestinien.

Cependant, il est absolument très clair que la stratégie non déclarée d'Israël est de déraciner chaque Palestinien de Palestine afin d'accomplir le sionisme.

Et si un génocide, ou au moins un génocide partiel, est ce qu'il faut pour atteindre cet objectif criminel, il n'y a aucun doute qu'Israël, quand le moment le permettra, aura recours aux scénarios les plus sauvages possibles pour atteindre ses objectifs.

Après tout, le génocide fait partie de l'idéologie sioniste qui est basée sur les traditions fascistes d'Europe de l'est L'année dernière, le philosophe espagnol Santiago Alba Rico, a écrit les mots suivants, en alertant le monde sur la nature infâme de l'attitude d'Israël envers les Palestiniens :

"Les Palestiniens ne sont peut-être pas le peuple le plus puni sur terre, mais ils sont manifestement le peuple le plus ouvertement puni sur terre ; ils ne sont peut-être pas le peuple qui a le plus souffert, mais ils sont le peuple dont les souffrances sont les plus visibles, sans interruption."

Je sais que les chiens de garde du sionisme protesteront énergiquement à l'analogie avec le Nazisme.

Je réalise également, de même que de nombreuses personnes de conscience dans le monde, y compris de nombreux juifs honnêtes, que de telles protestations bruyantes ont en fait pour but moins de mettre l'accent sur les maux de l'holocauste que de tenter de détourner l'attention de l'oppression criminelle israélienne envers les Palestiniens.

Je dis cela parce que lorsqu'on écoute les leaders sionistes, tels qu'Elie Wiesel et Benyamin Netanyahu, par exemple, on a facilement le sentiment que le sionisme, qui dérive de façon inquiétante vers le fascisme religieux et chauvine d'Extrême-orient, demande en réalité au monde, en particulier à l'Occident, de dédommager les juifs de l'holocauste en leur permettant de commettre un holocauste contre les Palestiniens

En effet, il y a un certain nombre de pays européens, tels que l'Allemagne, qui ont déjà réellement consenti à cette équation macabre, ce qui explique la complicité européenne dans le fait d'affamer des millions de

Palestiniens en bloquant leur accès à la nourriture et au travail, et en ne disant presque rien au sujet de la saisie illégale et immorale de l'argent palestinien des recettes fiscales par Israël

En conclusion, je crois que ce que fait Israël aux Palestiniens devrait être traité au moins comme un holocauste en préparation, pour empêcher seulement la possibilité qu'il évolue en un holocauste à part entière.

Je sais et le monde sait que l'holocauste n'a pas commencé par Auschwitz et Bergen Belsen et par les fours.

Il a commencé par la promulgation de lois racistes à l'égard des juifs, avec un livre, un kristlnacht et des actions similaires, comme celles faites aux Palestiniens par Israël, ses soldats terroristes et ses colons du genre Gestapo.

Khaled Amayreh

Samedi 12 Mai 2007

Source : <http://www.maannews.net/>

Sources [ISM](#)

Traduction : MG pour ISM

Posté par Adriana Evangelizt

3-3 Point de vue de Silvia Cattori : Palestine : Les ravages d'un boycott criminel.

Le boycott économique imposé au peuple palestinien par les Etats-Unis et l'Union européenne, destiné à étrangler et à plier ce peuple aux exigences de l'Israël, dure depuis plus d'une année déjà.

La vie des habitants de Cisjordanie et de Gaza était déjà épouvantable auparavant. Mais ce boycott, indigne de l'humanité, l'a rendue infiniment plus effroyable.

Ainsi, des Etats démocratiques, qui prétendent défendre la liberté et les droits humains, en sont venus à priver un peuple -déjà très éprouvé par les longues années de privation sous occupation- de tout moyen de subsistance.

Cela est un crime. Cela est inadmissible. Cela doit cesser.

Les résultats sont là, implacables, terrifiants.

Ce boycott a détruit toute la société, et encore aggravé une situation qui était déjà d'une extrême gravité. C'est une catastrophe humaine programmée.

Par ce boycott, aussi injuste qu'illégal, le monde a délibérément réduit à l'état d'esclavage des millions de Palestiniens, pour la seule raison qu'ils ont élu les autorités qu'ils considéraient comme étant les plus aptes à servir leurs intérêts. Or, si durant l'esclavage les esclaves pouvaient encore parfois échapper à leurs bourreaux, les Palestiniens de Gaza, qui vivent enfermés par l'occupant militaire israélien dans une grande prison, ne peuvent, eux, aller nulle part.

Voilà, aujourd'hui, des centaines de milliers d'enfants qui souffrent de malnutrition ; voilà des mères à bout de ressources, contraintes aujourd'hui à se livrer à la prostitution pour nourrir leur progéniture ; voilà des pères sans salaire qui, après avoir vendu les quelques effets personnels vendables qu'ils possédaient, jetés au désespoir, humiliés de ne pouvoir offrir une vie décente à leur famille, atteints dans leur dignité d'homme, versent dans la folie. Il n'est pas rare, en effet, de voir des hommes désœuvrés, qui semblent avoir perdu la raison, divaguer dans la rue, en se parlant à eux-mêmes.

Quel père, quelle mère, peuvent supporter de voir leurs enfants dépérir sans recours ? *« Pour notre société, c'est terrible. Nous avons été poussés aux extrêmes. La prostitution n'est pas quelque chose d'usuel à Gaza. Cela est ressenti comme une immense offense, une immense humiliation. C'est une terrible blessure pour une société comme la nôtre où la femme est protégée et où la prostitution était inexistante »* se désole cette femme qui a accepté d'évoquer, non sans réticence, cette plaie.

De savoir que le boycott économique du monde « occidental » a fini par pousser certaines de ces mères, fières, résistantes, à cette extrémité-là, à cette déchéance-là, de savoir que ces mères ont dû doivent renoncer à la seule chose qui leur reste, la dignité, pour sauver la seule chose qui leur importe, la survie de leur enfant, notre cœur se brise.

Face à cette immense tragédie, où est le mouvement de solidarité qui devrait défendre les Palestiniens victimes de l'oppression israélienne ? Où est sa voix ?

Ne serait-il pas temps, pour ces mouvements qui ont malencontreusement apporté leur soutien aux accords d'Oslo et à ceux qui, en Palestine, en ont largement profité au détriment de leur peuple, de tirer enfin les cruelles leçons des faits ?

Pourquoi les responsables d'un grand nombre d'associations qui se posent en défenseurs des Palestiniens, en défenseurs de la justice, n'appellent-ils pas massivement à un boycott d'Israël ? Pourquoi s'emploient-ils au contraire à neutraliser la voix de ceux qui, depuis longtemps, demandent que l'Etat d'apartheid d'Israël soit traité comme l'avait été – avec succès – l'Afrique du Sud ?

Pourquoi ne mènent-ils pas une vaste campagne visant à faire pression sur les gouvernements « occidentaux » pour qu'ils mettent fin au boycott financier et politique immoral des membres du Hamas démocratiquement élus, boycott qui sanctionne également tous les Palestiniens ?

La réponse à cette question ne serait-elle pas que la voix de nombreuses associations de solidarité est majoritairement sous l'influence des orientations d'un « *camp de la paix* » israélien, plus soucieux de préserver les intérêts d'Israël que de défendre les droits des Palestiniens ?

Silvia Cattori

12 mai 2007

Source : Silvia Cattori

3-4 Point de vue de Samah Jabr : Pour que cesse la nouvelle Nakba contre les Palestiniens : « Non » à la reconnaissance du « droit d'Israël à exister »

Finalement, un gouvernement palestinien d'union nationale a été formé mais l'aide et la bonne volonté internationale n'ont pas déferlé sur la Cisjordanie et Gaza. Les Palestiniens sont toujours affamés, maudits, isolés et abandonnés par le monde.

Même la récente adoption par la Ligue arabe de « l'initiative panarabe » pour le plan de paix, « Une terre contre la Paix », n'a pas soulager les souffrances du peuple palestinien, à cause du blocus économique international et de la détention de nos revenus fiscaux, en plus des agressions militaires israéliennes quotidiennes sur les civils palestiniens.

Peu importe le geste fait par les Palestiniens, la réponse israélienne est toujours prête : « La ministre des Affaires étrangères israélienne, Tzipi Livni, appelle la communauté internationale à s'assurer que le droit d'Israël à exister sera respecté par tout gouvernement palestinien.

En réponse au sommet, Shimon Peres exige une normalisation sans contrepartie : « Nous proposons de nous réunir pour négocier, sans poser de conditions préalables. »

Israël et ses amis américains exigent des Saoudiens qu'ils suppriment de leur plan de paix toute référence au problème des réfugiés, une question majeure dans le conflit qui a une signification morale et émotionnelle et qui touche tous les Palestiniens, dans la Diaspora comme dans la terre occupée : ils veulent également que les Palestiniens acceptent les exigences du Quartet et, en tête de liste, « la reconnaissance d'Israël ».

Le plan de paix arabe, tel qu'il est, est déjà problématique aux yeux des Palestiniens ; il prévoit « de se mettre d'accord » sur une solution pour les réfugiés. Se mettre d'accord avec qui ? Pourquoi ne pas plutôt imposer la résolution 194 des Nations unies sur laquelle il y a déjà accord, et qui stipule que « les réfugiés qui désirent rentrer dans leurs foyers et vivre en paix avec leurs voisins seront autorisés à le faire à la date possible la plus proche, des indemnités devront être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé lorsque, en vertu des principes du droit international ou en équité, cette perte ou ce dommage doit être réparé par les Gouvernements ou autorités responsables. » ?

Le sens donné au texte de ce plan laisse penser que la situation des réfugiés palestiniens ne serait qu'un simple problème humanitaire et non une question politique majeure.

Nous devrions ne plus avoir d'illusion sur une paix à partir de seules négociations. Israël et les Etats-Unis, l'un et l'autre, ne sont pas intéressés par la paix ; le plan de paix c'est du marchandage pour eux ; ils ne cherchent qu'à mettre les Palestiniens en pièces pour avoir les deux, la terre et la paix, et seulement pour eux.

A la proposition d'un seul Etat, Israël répond en soupirant, horrifié : « Ce serait l'extermination des Juifs ». A la solution pour deux Etats, il anticipe en répondant par la construction d'un mur à l'intérieur des territoires palestiniens qui découpe la Cisjordanie et Gaza en cantons, tout en laissant la maîtrise sur Jérusalem à Israël. Ces faits établis sur le terrain ôtent toute possibilité à un Etat palestinien viable de voir le jour.

Ce que propose le plan de paix arabe ne rétablit aucune justice ni équité pour les Palestiniens aux yeux de la majorité du peuple ; et s'il était un jour appliqué, il ne s'agirait alors que d'une paix froide, contrairement à ce que les politiciens et les dirigeants en place préconisent. A ce point de la réflexion, les organisations, les milieux intellectuels et culturels de la société civile, avec toutes leurs capacités disponibles, devraient décider de lancer une campagne contre une normalisation avec Israël, prise dans toute sa dimension politique, sociale et économique, et faire prendre conscience à l'opinion publique des effets négatifs qu'elle aurait sur les intérêts nationaux et culturels palestiniens.

Mais il semble que les dirigeants arabes soient prêts à accepter moins que ce plan de paix minable du sommet arabe. En avril, le roi Abdullah II, alors qu'il rencontrait les membres du Parlement israélien, parlait de droit à indemnités à la place du droit au retour. Il disait que le plan avançait des éléments qui se négociaient et qu'Israël avait le droit d'opposer son veto sur chacun (ce qui signifie qu'Israël peut être d'accord sur la normalisation avec les pays arabes et en même temps, s'opposer par son veto à son retrait des territoires de 1967 par exemple). Suite aux propos de Mr Amr Mousa disant que le plan était un tout et qu'Israël devait ou tout prendre ou tout laisser, le roi Abadallah a dit aux députés israéliens, « Laissez-moi m'occuper d'Amr Mousa ». Nous verrons bien ce que le roi rapportera en Israël quand il interviendra fin avril à la Knesset ; lui aussi pense que les Palestiniens devraient reconnaître Israël.

Dans un récent sondage réalisé par le PSR (centre palestinien pour la recherche politique et les sondages), quelque 66% des Palestiniens pensent que le gouvernement ne doit pas accepter la demande internationale de « reconnaître le droit d'Israël à exister. »

Cette concession, apparemment minime, que le monde demande aux Palestiniens exige que soient appliqués les droit nationaux palestiniens, dans leur totalité et pour toujours. Israël se définit lui-même comme un Etat juif et pourtant il ne se connaît aucune frontière. Vous rappelez-vous le mot bien connu : « Les frontières sont déterminées par là où vivent les juifs, pas là où il y a des traits sur une carte » ? De la sorte, la reconnaissance par les Palestiniens du droit d'un tel Etat signifierait qu'on est d'accord avec la nature expansionniste de cet Etat colonial, d'accord avec ses mesures racistes qui privilégient les juifs au détriment des natifs palestiniens (comme la loi de 2003 relative aux mariages et à la citoyenneté et plus récemment, les expulsions systématiques de leur terre des Palestiniens titulaires de passeports étrangers). Elle signifie également qu'une fois qu'on aura accepté les caractéristiques juives de l'Etat, on aura abandonné le droit au retour, abandonné le droit et le devoir de combattre pour la création d'un Etat palestinien. En bref, cette reconnaissance serait aussi stupide que de signer un chèque en blanc !

Non seulement, pour des raisons politiques et pragmatiques, les Palestiniens ne doivent jamais reconnaître « le droit d'Israël à exister » mais aussi pour des raisons morales et psychologiques. Reconnaître ce droit à Israël alors que tous nos droits nationaux et humains sont violés chaque jour serait, en deux mots, incompatibles avec

le bien-être et l'équilibre mental des Palestiniens. Le monde nous demande de capituler sur les questions les plus profondes : le mental et le spirituel. Nous sommes priés d'accepter, de nous adapter et de bénir les violations israéliennes de notre vie. Le fait que notre patrie soit occupée ne signifie pas en soi que nous ne sommes pas un peuple libre, dans la mesure où nous refusons l'occupation dans notre pensée, dans la mesure où nous apprenons à vivre malgré l'occupation au lieu de l'accepter et de nous y ajuster. Mais, si nous reconnaissons Israël, nous serons occupés même mentalement. Or, la résistance à l'occupation est très importante pour notre état psychologique, tant au niveau individuel qu'au niveau de la communauté. Résister est un exercice qui nous protège de la dépression et du désespoir.

Avec les actes atroces commis par Israël sur le terrain, ce qui nous reste de la Palestine, c'est une pensée, une idée devenue une certitude de notre droit à vivre libre et à une patrie. Quand on prie les Palestiniens de « reconnaître » Israël, on les prie d'abandonner cette pensée et de renoncer à tout ce que nous avons et ce que nous sommes. Ceci ne ferait que nous entraîner dans les profondeurs d'une dépression collective éternelle.

Pour que cesse cette Nakba qui vient, les Palestiniens ne doivent jamais reconnaître Israël ; ceux qui se croient les avocats de la paix devraient soutenir le combat palestinien pour sa liberté et son autodétermination et agir avec force pour la levée immédiate de toutes les sanctions, des embargos et des restrictions financières contre la société palestinienne sous occupation. Et ceci inclut le retour des revenus fiscaux illégalement retenus par Israël, le soutien de l'appel de la société civile palestinienne au boycott, au désinvestissement et à des sanctions contre Israël jusqu'à ce qu'il se conforme aux droits de l'homme et au droit international. Pour ceux qui tiennent à poser des conditions aux Palestiniens sous occupation, les Palestiniens vous demandent au moins d'exiger les mêmes conditions de l'occupant : renoncer à la violence perpétrée par l'Etat contre les civils palestiniens, accepter les accords antérieurs qu'Israël a signés mais n'appliquent pas, et reconnaître la Palestine en tant que peuple et nation ; tant que cela ne sera pas réalisé, il n'y aura aucune paix, pour quiconque, sur cette terre.

Samah Jabr

(Palestine Times – mai 2007)

Samah Jabr est palestinienne et vit à Jérusalem. Elle travail sur Ramallah et Jéricho. Elle fut notre première invitée lors de la 1^{ère} Journée Palestinienne. Elle a fait ses études en Psychiatrie à Paris. Elle écrit de nombreux articles notamment pour le Washington Post et d'autres journaux d'expression anglaise.

Elle rentre d'Oslo où elle a participé à une conférence sur la santé mentale dans les situations humanitaires. Elle est en ce moment en Afrique du Sud où elle participe à une tournée pour parler de la situation actuelle de la Palestine.

Traduit par François Paumier pour le site du CCIPPP

3-5 Point de vue de George Bisharat : La mémoire comme esquisse de l'avenir.

Pourquoi certains ont-ils le droit de se souvenir, alors qu'on demande à d'autres d'oublier ?

Cette question est particulièrement poignante à ce moment précis de l'année, où nous passons du **Jour du Souvenir de l'Holocauste**, au début du printemps, à l'anniversaire aujourd'hui de la déclaration d'indépendance d'Israël du 14 mai 1948.

Dans les mois qui ont précédé ou suivi cette date, **les forces juives ont chassé, ou poussé à fuir, environ 750.000 Palestiniens**. Une société vivante, avec du souffle, **qui existait en Palestine depuis des siècles a été écrasée et fragmentée, et une nouvelle société a été construite sur ses ruines**.

Depuis cette période, **chaque famille palestinien a quelque chose à raconter sur la perte** – un oncle tué, ou une branche de la famille qui a fui vers le nord alors que les autres fuyaient vers l'est, jamais réunifiée, ou des maisons, des bureaux, des vergers et autres propriétés saisies.

Depuis lors, les Palestiniens, dans le monde entier, ont commémoré le 15 mai comme le jour de la **Nakba** (la Catastrophe).

Aucun individu ayant un peu d'éthique ne demanderait aux Juifs "*d'oublier l'Holocauste*". Et les décennies récentes ont vu les victimes témoigner de cette terrible époque non seulement en se souvenant, mais également en récupérant des toiles ou des capitaux financiers saisis par les nazis – et c'était justifié.

D'autres victimes d'injustices massives – les Américains Japonais internés, les Américains Africains asservis et les Arméniens subissant un génocide qui a peut-être, plus tard, convaincu Hitler de la faisabilité de massacres de masse – ont reçu au moins la considération respectueuse sur leur tragédie, même si les réponses à leurs plaintes furent différentes.

Pourtant, dans les dialogues avec les Israéliens et avec quelques Américains, **les Palestiniens sont en permanence priés d' "oublier le passé"**, que regarder en arrière "*n'est pas constructif*" et "*ne nous rapproche pas d'une solution*".

Ironiquement, les Palestiniens vivent chaque jour dans les conséquences du passé – que ce soit comme exilés de leur patrie, ou comme membres **d'une minorité opprimée en Israël**, ou comme les sujets **d'une occupation militaire brutale et violente**.

En Occident, **on nous rappelle sans cesse les souffrances du peuple juif pendant la 2ème Guerre Mondiale**. Nos journaux sont pleins d'histoires des survivants de l'Holocauste nazi, au moment du Jour du Souvenir de l'Holocauste (un jour férié national israélien qui est largement suivi aux Etats-Unis). Ma fille a lu au moins un livre sur l'holocauste nazi, chaque année, depuis l'école primaire. L'année dernière, rien qu'une Littérature anglaise en 3ème, elle en a lu trois. Mais nous faisons **rarement face à l'impact des politiques israéliennes sur les Palestiniens**.

C'est la "*sécurité du peuple juif*" qui a **rationalisé la prise de contrôle d'Israël sur les terres palestiniennes**,

par le passé en Israël et plus récemment en Cisjordanie occupée. Là, la plupart des enfants palestiniens doivent franchir l'un des 500 checkpoints israéliens et autres barrières, juste pour aller à l'école chaque jour. Pendant ce temps, le programme israélien de colonisation de la Cisjordanie progresse sans relâche, **implantant toujours** plus de colons israéliens qui doivent être "protégés" de ces Palestiniens qui ne se sont pas résignés au vol de leurs maisons et de leurs champs.

La primauté de la sécurité juive sur les droits des Palestiniens – à la propriété, à l'éducation, aux soins de santé, à la possibilité d'organiser leur vie et, aussi, à la sécurité – est rarement contestée.

Malheureusement, le souvenir de l'Holocauste nazi – qui incombe moralement à chacun d'entre nous – semble s'être empêtré, et est même devenu **l'instrument de l'amnésie à laquelle certains voudraient contraindre les Palestiniens**. Israël est nimbé d'une aura de bienséance éthique qui rend **inconvenant, et même "antisémite" de questionner son déni des droits palestiniens**.

La journaliste israélienne Amira Hass observait récemment : **"Faire de l'Holocauste un atout politique sert essentiellement Israël dans sa lutte contre les Palestiniens. Lorsque l'Holocauste est d'un côté de la balance, avec la conscience coupable (normale) de l'Occident, la dépossession du peuple palestinien de sa patrie en 1948 est minimisée et estompée."**

Ceci démontre que la mémoire n'est pas qu'une fonction improductive. **Pouvoir se souvenir et obliger l'autre à oublier** est, fondamentalement, une expression de pouvoir.

Toutefois, et c'est d'égale importance, la mémoire peut fournir une esquisse de l'avenir- une vision d'une solution à chercher, ou une issue à éviter. Mon père palestinien a grandi à Jérusalem avant la création d'Israël et l'expulsion des Palestiniens, lorsque les Musulmans, les Chrétiens et les Juifs vivaient en paix et dans un respect mutuel. Le souvenir de ce passé peut fournir une vision d'un autre avenir, qui impliquerait des droits égaux et de la tolérance plutôt que la domination d'un groupe ethno-religieux sur les autres.

En fait, ce qu'on demande aux Palestiniens, ce n'est pas seulement d'oublier leur passé, mais aussi d'oublier leur futur. Ce qu'ils ne feront jamais.

George Bisharat

George Bisharat est professeur de droit à San Francisco. Il écrit souvent des articles sur le Moyen Orient. Cet article, paru le 13 mai 2007 en page E-3 du San Francisco Chronicle, a été repris sur Electronic Intifada avec l'autorisation de l'auteur.

Sources [ISM](#)

Posté par Adriana Evangelizt

3-6 Point de vue de Rania Adel : Palestine : un plan mort-né.

extraits

Les propositions américaines pour améliorer la situation dans les territoires occupés n'ont convaincu ni Palestiniens, ni Israéliens et semblent avoir été en deçà des espérances.

A peine était-il présenté qu'il fut rejeté.

Publié par le quotidien israélien *Haaretz*, vendredi 4 mai, ce document aurait été mis au point par le général Keith Dayton, coordinateur de la sécurité, Dick Jones, ambassadeur américain en Israël, et Jacob Waller, consul général à Jérusalem. Il a été validé par le département d'Etat comme l'a confirmé son porte-parole, Tom Casey.

Un catalogue de mesures était prévu avec des dates précises de mise en application sur le terrain. Il s'agit avant tout de faciliter la circulation des biens et des personnes en supprimant un certain nombre de barrages et de points de contrôle, en établissant une connexion entre la Bande de Gaza et la Cisjordanie au moyen d'autobus réguliers et en désenclavant la bande de Gaza, dont les accès et les sorties sont totalement soumis au bon vouloir des Israéliens.

En échange, l'Autorité palestinienne doit mettre au point un plan permettant d'empêcher les tirs de roquette à partir de la bande de Gaza, d'établir un meilleur contrôle de la frontière sud avec l'Égypte afin d'éviter la contrebande d'armes et de munitions, et enfin de coordonner les efforts en matière de sécurité avec Israël. Selon le document, certaines de ces mesures auraient dû s'appliquer dès le 1er mai.

La mise en œuvre des autres était prévue pour le début de juillet.

Tsahal maintient sur la bande de Gaza, dont il est très difficile de sortir. Il est notamment quasi impossible pour les Palestiniens de Cisjordanie de s'y rendre et réciproquement. Le permis est très difficile à obtenir.

Les politologues le confirment : le plan paraît insuffisant à débloquer la situation. « *Le plus important n'a pas été évoqué, à savoir la levée du blocus financier imposé aux Palestiniens* », résume un analyste.

Camouflet à Washington

« *Nous rejetons le plan américain et nous ferons en sorte qu'il échoue par tous les moyens* », a déclaré Faouzi Barhoum, porte-parole du Hamas à Gaza, en écho aux propos tenus à ce sujet par le chef en exil du mouvement islamiste, Khaled Mechaal.

Mechaal avait déclaré lors d'un rassemblement vendredi à Damas : « *Je déclare officiellement le rejet par le Hamas de ce document ou de tout projet américain, européen, israélien et même arabe qui affaiblit ainsi la cause palestinienne (...). On parle de lever les barrages en échange de l'arrêt de la résistance* ». M. Mechaal a averti sur la chaîne satellitaire Al-Jazeera que les Palestiniens n'accepteraient pas de suspendre leurs tirs de roquette en échange d'une plus grande liberté de mouvement, qualifiant cette proposition de « *plaisanterie* ». « *L'équation aujourd'hui, c'est : le démantèlement des points de contrôle en échange de (l'arrêt de) la résistance* », a-t-il déclaré.

Enfonçant le clou, un proche collaborateur du président Mahmoud Abbass, du Fatah, a également jugé inapplicable samedi ce projet de calendrier présenté la semaine dernière à Abbass et Olmert. Yasser Abd-Rabbo a estimé que le plan américain ne prévoyait pas assez de pressions sur Israël pour qu'il réponde aux demandes de levée de l'embargo sur l'aide financière, formulées par les Palestiniens, et relance les négociations de paix.

« *Ce plan ne peut être appliqué parce qu'Israël n'est pas prêt à changer de position et à mettre fin au siège* », a-t-il dit, faisant référence à l'embargo occidental sur l'aide financière au gouvernement palestinien décrété après l'arrivée au pouvoir du Hamas dans les territoires, en 2005, qui a plongé l'Autorité palestinienne dans une grave crise économique.

« *Ce plan ne mentionne pas les problèmes politiques et nous ne pensons pas que ce plan ou toute autre proposition puisse servir d'alternative à des négociations politiques sur la fin de l'occupation* », a-t-il ajouté

Rania Adel

14 Mai 2007

Sources [CCIPPP](#)

3-7 Point de vue de Khaled Amayreh : La solution n'est pas deux états, mais un seul état .

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Le premier ministre de l'Autorité Palestinienne, Ismail Haniyeh, a été cité cette semaine disant qu'il n'avait aucune intention de "dissoudre le gouvernement d'unité nationale".

Les remarques d'Haniyeh coïncidaient avec les remarques de son propre adjoint, Azzam al Ahmad, qui prévenait que "le gouvernement ne survivra pas plus de trois mois" si le blocus imposé par les Israéliens et mené par les Américains aux enclaves théoriquement autonomes persistait

En début de semaine, aussi bien **Haniyeh** que le chef du Politburo du Hamas, **Khaled Meshaal** ont publié une pléthore de déclarations avertissant que "*les Palestiniens recourraient à d'autres alternatives*" si l'Occident continuait à contraindre et à éviter le gouvernement palestiniens d'unité nationale.

Les deux responsables n'ont pas clarifié ce que seraient les "autres alternatives" envisagées.

Cependant, il était suffisamment clair que les deux hommes faisaient référence à une fin du cessez-le-feu déjà fragile avec Israël (qu'Israël menace lui-même menace de rompre, quoi qu'il en soit) ou peut-être qu'ils veulent s'embarquer dans un nouvel Intifada pur et dur.

Cependant, il est extrêmement clair que les déclarations reflètent une indignation profonde, provenant de l'échec du gouvernement d'unité nationale à mettre fin au blocus hermétique qui a déjà poussé de nombreuses familles palestiniennes au bord de la famine.

C'est vrai, la crise est de temps en temps atténuée par une certaine aide financière irrégulière et peu révélatrice de quelques pays arabes riches en pétrole, tels que l'Arabie Saoudite et le Qatar.

Mais cela donne seulement aux Palestiniens un espoir faux pour un progrès qui ne devrait pas se produire rapidement.

En d'autres termes, il n'y a aucune lumière au bout du tunnel et les raisons sont claires.

D'abord, Israël, qui subit une grave crise politique en raison du rapport Winograd, n'est pas disposé à autoriser les Palestiniens à avoir un Etat avec une contiguïté territoriale et réellement viable.

En effet, l'expansion continue des colonies seulement pour les Juifs sur la terre Arabe volée en Cisjordanie, en particulier à Jérusalem -Est occupé par les Israéliens, est plus éloquente et plus représentative de la véritable position d'Israël que des centaines de déclarations des dirigeants et des responsables israéliens exprimant le désir de paix. **Après tout, les actes en disent plus que les mots.**

Pire encore sur le sujet, la société israélienne elle-même dérive de manière menaçante vers le chauvinisme, si ce n'est vers un fascisme de droite.

Et l'armée israélienne, l'épine dorsale de la société israélienne, est sur le point de devenir "une armée nationale-religieuse" **puisque un pourcentage disproportionnellement élevé de ses officiers sont affiliés au camp religieux extrémiste et messianique.**

Cette réalité trouve beaucoup d'expressions inquiétantes, en particulier dans l'alliance non déclarée mais bien connue entre l'armée et les colons juifs en Cisjordanie où les colons ont une carte blanche virtuelle pour voler les terres des Palestiniens et s'emparer des maisons et des propriétés palestiniennes comme à Hebron.

En second lieu, il est manifestement clair que l'administration Bush est préoccupée par le borbier irakien ainsi que par l'épreuve de force politique et constitutionnelle avec les Démocrates sur le front interne, tellement que le conflit Palestinien-Israélien devient d'importance secondaire.

C'est vrai, la Secrétaire d'Etat, **Condoleezza Rice**, continue de venir dans la région toutes les quelques semaines. Mais ses visites n'ont pratiquement rien apporté.

En fait, les visites de Rice ont seulement servi à approfondir la frustration des deux côtés, une frustration face à l'échec dans le rétablissement du processus de paix moribond et également face au fiasco constant de l'Amérique à faire ce qu'il faut pour rendre la promesse de la paix plus réaliste, à savoir : faire pression sur Israël pour qu'il abandonne son butin de la guerre de 1967.

Troisièmement, quant à l'Union Européenne, dont la présidence tournante est maintenant assumée par l'Allemagne, l'Etat européen le plus pro-Israélien, il est également évident que sa position globale soit plus ou moins une copie conforme de la politique américaine.

Cette attitude presque totalement négative en ce qui concerne les Palestiniens est exprimée par le refus constant de l'Union Européenne à lever le blocus du gouvernement palestinien et également par l'hésitation de l'Union Européenne à faire pression sur Israël pour qu'il débloque les plus de 700 millions de dollars des recettes fiscales palestiniennes détenues par l'Etat juif afin de punir les Palestiniens pour avoir élu un parti politique qui n'est pas à sa convenance.

Finalement, les états Arabes ne se tiennent pas loin derrière l'Europe, les USA et Israël dans le harcèlement des Palestiniens. Cela est clair en voyant le refus persistant de ces Etats à autoriser les banques fédérales à transférer l'argent de l'aide à l'Autorité Palestinienne, en dépit des affirmations rhétoriques du contraire.

À la lumière de tout cela, on n'a pas besoin d'être un grand pronostiqueur pour prédire que la crise affrontée par les Palestiniens et leur juste cause s'aggraverait encore plus puisqu'Israël continue à nous faire du chantage pour que nous abandonnions nos droits nationaux, y compris le droit au retour des réfugiés palestiniens déracinés de leur patrie héréditaire en 1948 et en 1967.

Par conséquent, l'Autorité Palestinienne et les diverses factions palestiniennes devraient affronter l'heure de la vérité puisque la situation actuelle est intenable.

En effet, si l'objectif de créer un Etat palestinien sur 100% de la terre occupée n'est plus possible, et cela semble être le cas, la direction palestinienne devrait immédiatement déclarer la mort des Accords d'Oslo et de la solution à deux Etats, et d'opter pour la solution d'un seul Etat dans lequel les Juifs et les Arabes vivraient dans un Etat démocratique, centralisé et officiel allant du fleuve du Jourdain à la Méditerranée en tant que citoyens égaux.

C'est vrai, Israël s'opposera énergiquement à cette solution pour des raisons idéologiques et autres. Cependant, Israël, qui a pratiquement et irréversiblement tué la solution à deux Etats, doit porter la pleine responsabilité de ses propres actes.

Et les Palestiniens restent là. Ils ne partiront jamais de leur terre, ils n'accepteront jamais de vivre dans des ghettos claustrophobes et de misérables enclaves qui ont plus en commun avec des camps de **Khaled Amayreh**

12 Mai 2007

Source : <http://www.palestine-info.com/>

Traduction : MG pour ISM

Sources **ISM**

Posté par Adriana Evangelizt

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Amel Kebdani : Ghettos et conséquences : caillasse et racaille!!

"Loin de moi l'idée de prétendre que le rap c'est "la caillasse" de l'écriture, évidemment produite par la "racaille", le bouc émissaire tout désigné et dorénavant célèbre grâce à la campagne électorale explosive du nouveau président français."

De l'influence des ghettos sur les spécificités comportementales des individus

Le phénomène de ghettoïsation est à la mode, on le met à toutes les sauces, mais qu'induit-il réellement en termes de conséquences au niveau comportemental des individus qui la subissent?

Voici un modeste éclairage inspiré des témoignages et observations de terrain d'acteurs divers ayant bien voulu témoigner de ce qu'ils ont observé, (ou vécu), à l'intérieur de cités ou d'écoles qualifiées de "ségrégationnistes" pour utiliser le terme adéquat.

Les médias n'ont pas joué un rôle négligeable dans la diffusion de ces informations, à tous niveaux explosives, que sont les émeutes, pour une fois de plus mettre en avant les "particularités", pour ne pas dire défauts, de ces jeunes issus des banlieues "défavorisées"...

Défavorisées, oui, mais qu'est-ce qui les défavorise?

Problème culturel ou renaissance de la lutte des classes?

Dans les cités comme dans les écoles poubelles, le sentiment négatif prédominant est la frustration liée à la pauvreté. Les problèmes induits par cette cause, que je n'hésite pas à qualifier de "principale", induisent à leur tour les autres difficultés de cohabitation telles que le racisme, la délation (les rumeurs qui alimentent la vie de tous les "oisifs"), les ragots (toujours plus intéressant d'aller se mêler de la vie des autres), la médisance, les jalousies, bref, les problèmes de voisinage dans les quartiers...

Toute famille qui le peut quitte "le quartier" dès qu'elle en a les moyens, pour l'école, c'est plus problématique.

Ceux qui les fréquentent ont du mal, c'est le moins qu'on puisse en dire, à s'épanouir dans ces endroits, minés par la délinquance et baignés dans un climat de violence. Il est normal que l'individu finisse par se demander quel est le mouvement politique qui l'utilise ou le manipule! Ainsi, lorsqu'une conscience citoyenne se développe dans cet environnement, elle sera, par réaction, plus que probablement contestataire. Il sera dès lors facile d'y semer un terreau de haine, et les militants de terrain malintentionnés n'auront plus qu'à venir déverser leur propagande et leurs idées nauséabondes.

Les conseils et autres assemblées de ces "sociétés de logement" sont souvent majoritairement (voire exclusivement) dirigés par des lobbys associatifs ou politiques, très souvent peu représentatifs de la mixité culturelle et ethnique de ces zones particulières. J'imagine que les assemblées de parents d'élèves sont rarement composées de parents illettrés, en parallèle, et pour ne citer que cet exemple...

Les principales caractéristiques de ces quartiers sont, dans la plupart des cas:

- ?? L'isolement
- ?? La vétusté
- ?? Parfois une difficulté d'accès de l'extérieur
- ?? Une méfiance et une méconnaissance vis-à-vis des institutions

Il n'existe pas, à mon avis de **politique de terrain miracle** pour améliorer durablement les conditions d'existence de ces "sous citoyens" issu de "**quartiers difficiles**". Tout au plus, quelques bonnes âmes tentent-elles, de manière ponctuelle, de lancer l'un ou l'autre projet censé adoucir le quotidien de ces populations dévastées, par quelques événements festifs ... Ainsi la masse "dominante" et minoritaire de "riches", (quelle que soit la richesse, pécuniaire ou intellectuelle), se donne-t-elle bonne conscience.)

De la différence des codes d'expression suivant le contexte environnemental

Combat "équilibré" en Palestine...

Le moyen d'expression le plus utilisé est l'expression artistique. Dans la majorité des cas, les jeunes ayant réussi pour "**les gens des cités**" sont des artistes ou des sportifs. Dès qu'un original veut se distinguer par une activité communément attribuée aux mieux nantis et reconnue comme "intellectuelle", telle, par exemple, l'écriture, on s'efforcera de le diaboliser... un peu à la manière qu'utilisent certains radicaux laïcistes pour fabriquer du "terroriste" du musulman qui contesterait la pensée unique largement diffusée ou qui aurait l'impertinence de dénoncer le régime colonisateur sioniste! Un peu comme s'il était inconvenant pour un résistant palestinien de conduire un char, alors que le soldat israélien n'aurait, lui, plus que "la caillasse" comme arme de défense! Le rap a ainsi été reconnu par de nombreux acteurs de terrain comme un indicateur de l'opinion des jeunes issus des milieux populaires.

Par Amel Kebdani, le 13 mai 2007

4-2 Réponse de Chérif Boudelal à Amel Kebdani, : Ghettos et conséquences : caillasse et racaille!! : Le sionisme, un danger planétaire.

Amel Kebdani (article ci-devant)

Oui chère Madame, vous avez mis le doigt sur le nerf névralgique en associant la guerre psychologique menée contre les Arabes et les Musulmans de France par les lobbys idéologiques qui ne disent pas leurs noms au conflit palestinien-israélien. J'ai dit le nerf névralgique, car la majorité de ceux qui se disent défendre les droits de l'Homme, lutter contre le racisme et œuvrer pour la paix entre les Palestiniens et les Israéliens (et même ceux qui se disent défendre la Cause palestinienne) évitent même d'entendre le mot « sioniste », et encore moins de le prononcer. Cela vient du fait que les Français sont culpabilisés du matin au soir « pour avoir collaboré avec le nazisme ». De cette façon, le lobby israélien de France veut les faire taire sur la barbarie que pratique l'Etat de l'apartheid israélien à l'encontre du peuple palestinien désarmé.

Vous avez très bien compris que le problème de la communauté arabo-musulmane en France est étroitement lié au conflit palestinien-israélien. Le lobby sioniste de France, comme tous les autres lobbys dans le monde occidental, fait tout pour que cette communauté soit en marge de la société, au bas de l'échelle pour qu'elle ne les concurrencer pas sur le plan politique ; ainsi, il maintient son rapport de force politique afin d'empêcher que un jour les politiques français osent sanctionner l'Etat d'Israël. C'est ce qu'on pourrait appeler « la guerre psychologique de prévention ».

On n'est pas au bout du tunnel

Malheureusement, je crains que le lobby sioniste aura encore de « beaux jours devant lui », et que la communauté arabo-musulmane de France, comme celui du peuple palestinien, ne verra pas le bout du tunnel dans un avenir proche. Car ceux qui, en son sein, peuvent lui apporter quelque chose (ceux qui se nomment « intellectuels », et qui lui tournent le dos) sont plongés dans une léthargie totale. Même si des militants sincères veulent aider cette communauté, avec toute la volonté du monde, si ses membres ne se prennent pas en charge eux-mêmes, leurs efforts seront vains. Et nous avons des exemples en France qui ne cessent de nous le rappeler tous les jours : ceux qui ont été persécutés dans le passés se trouvent aujourd'hui au premiers rang, socialement et politiquement, grâce à leur unité et à leurs efforts.

Je reste persuadé que tant que les « forces » qui soutiennent la cause palestinienne en Occident ne dénoncent pas haut et fort le lobby sioniste (qui est à la fois l'oxygène, les poumons et l'arrière base d'Israël en France), l'Etat de l'apartheid israélien ne vaudra jamais la paix avec le peuple palestinien, ni avec les autres peuples voisins. Ce lobby n'a pas non plus intérêt que la communauté arabo-musulmane soit à l'aise dans la société française. C'est pourquoi il doit tout faire pour saboter toute initiative qui pourrait permettre à la communauté arabo-musulmane de s'insérer dans la société française : il est prêt à provoquer une guerre civile pour l'en empêcher. Les multiples simulations d'attentats « antisémites » commises (en France) par des personnalités politiques et religieuses juives pro israéliennes, en les attribuant aux musulmans, le prouvent. C'est dans cette perversité du sionisme que l'on peut trouver la force de la phrase de Maxime Rodinson qui a écrit il y a déjà 40 ans : « Le sionisme est un virus dans le corps juif ». Ce danger est valable pour les Juifs eux-mêmes

dans la mesure où de telles pratiques peuvent inciter la haine contre les Juifs (y compris les innocents) à travers le monde, mais il l'est aussi pour l'humanité tout entière du fait que son idéologie perverse peut provoquer des guerres mondiales qui pourraient être plus meurtrières que celles déjà passées.

Ce qu'il faut savoir, et faire savoir autour de soi, c'est qu'il y a une volonté politique pour laisser les populations issues de l'immigration arabo-musulmane en marge de la société. Et tant que cette communauté ne s'est pas réveillée pour se défendre et faire sa place dans la société française, sa situation s'empirera davantage dans les années à venir.

Pour mettre en échec les projets des ennemis de la paix, en France, en Palestine historique et dans le monde, il faut s'attaquer aux racines du mal en le dénonçant ; donner une prise de conscience aux Français sur le danger du sionisme en leur disant tout simplement la vérité, et en les incitant à boycotter tous ceux qui soutiennent Israël. Les boycotter non seulement économiquement, mais aussi professionnellement, et surtout politiquement afin de les empêcher d'avoir des responsabilités politiques - cher à Dominique Strauss Khan qui incite « les Juifs du monde à prendre des responsabilités politiques pour aider Israël ».

Ceci dit, le conflit palestino-israélien est le centre névralgique de tous les conflits dans le monde, et donc au sein de la société française elle-même. La preuve de l'objectivité de cette analyse nous est donnée par la honte du siècle qui a souillé les régimes occidentaux : le boycott de la démocratie palestinienne et le blocus fait contre le peuple palestinien par ces « démocraties occidentales » par « la communauté internationale » - il faut comprendre les USA et ses caniches - et le silence de celle-ci sur les massacres que les armées barbares israéliennes ont commis contre les peuples palestiniens et libanais en été 2006. Cette « communauté internationale » a sanctionné les victimes et renforcé les bourreaux dans leur politique cynique. On peut se demander pourquoi cette lâcheté la plus lâche de toutes celles que le monde a connues par le passé dans les positions politiques des grandes puissances et de leurs alliés ?

La réponse est évidente : Parce qu'elles ont l'épée du lobby sioniste suspendue sur leurs têtes 24h sur 24h. Ceci nous montre que la puissance du sionisme (que les soi-disant défenseurs de la paix ne veulent pas voir) a le monopole des décisions dans ces sociétés, et rien ne se fait sans son accord.

De part ces constatations, le plus simple des observateurs comprendra que le sionisme constitue un Etat dans l'Etat au sein de chacune des sociétés occidentales, qu'il veut culpabiliser éternellement pour « leur collaboration avec les nazis » - mais il tient en laisse également la majorité des régimes dits arabes par divers moyens. C'est l'arme que le lobby sioniste utilise pour museler les peuples et leurs dirigeants dans chacune des sociétés occidentales. Du coup tout le monde veut éviter d'être accusé d'« antisémite ». Le silence devient bravoure des « Gentils », et ceux qui osent critiquer Israël et le sionisme sont taxés d'antisémite quand ils ne sont pas Juifs, et de traître, de la haine de soit, etc. quand ils sont Juifs ou « accusés de l'être ».

Ceux qui veulent œuvrer efficacement pour la paix dans le monde se doivent de déculpabiliser leurs peuples et leurs dirigeants pour en finir avec le silence qu'ils les rendent complices dans les crimes que commet Israël et ses alliés contre les peuples ; il faut briser le silence complice pour innocenter les peuples que ces derniers commettent en leur nom.

Je ne dirais pas comme François Mitterrand que « le lobby juif est un danger pour la France », mais je dis plutôt le lobby sioniste constitue un danger planétaire, car tant qu'il détient un rapport de force au sein des sociétés occidentales, il n'y aura jamais une paix véritable, ni en Palestine historique, ni dans le monde.

Chérif BOUDELAL

4-3 Union Générale des Etudiants de Palestine : Démocratie ou Apartheid? Les Palestiniens menacés dans les frontières de l'Etat d'Israël.

Nous avons assisté depuis la France à une campagne honteuse et diffamatoire de la part de l'Etat israélien contre Azmi Bishara, député élu à la Knesset.

Nul doute que derrière Azmi Bishara, ce qui est visé par l'entité coloniale, c'est l'élan national des palestiniens de l'intérieur pour résister aux agressions qui leur sont faites ainsi qu'à tout notre peuple.

Alors qu'en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, l'occupation, la colonisation, les exactions de l'armée israélienne détruisent tout espoir d'un règlement du conflit ; alors que le droit au retour pour notre peuple en exil se trouve sans cesse remise en question ; dans les territoires occupés en 1948, le gouvernement israélien poursuit sa politique de nettoyage ethnique et d'expropriation en Galilée et dans le désert du Naqab (Néguev). Plus de 40 villages, dont les habitants risquent l'expulsion, ne sont pas reconnus par les autorités israéliennes et ne bénéficient pas de ce fait des droits économiques et sociaux élémentaires. Le village de Tawil Abu Jaroul, dans le Naqab, a ainsi été rasé et ses habitants chassés, le 7 mars dernier.

La population palestinienne de Yafa est à nouveau menacée par des ordres de démolition et d'expulsion. La judaïsation qui guette ces villes historiques palestiniennes et qui vise à renforcer le caractère ethnique juif et raciste de l'Etat, se fera cette fois au détriment de centaines de familles qui risquent de se retrouver sans abris. La question des palestiniens de l'intérieur représente un véritable défi pour cet Etat qui se prétend démocratique alors même que le racisme et le colonialisme sont au cœur de ces pratiques, y compris envers ses citoyens arabes. En s'attaquant aujourd'hui au fondateur et président du Rassemblement National Démocratique, mais également à tout autre dirigeant politique ou associatif de l'intérieur, tel le Cheikh Raed Salah, menacé d'expulsion sur les mêmes préoccupations d'un *danger stratégique*, Israël cherche à interdire à notre peuple de

s'organiser pour la revendication de ses droits.

Remettre en cause la légitimité de ces palestiniens à se trouver sur leur terre, génération après génération, et ce, malgré le nettoyage ethnique et l'expulsion massive de 1948, en les faisant passer pour une minorité arabe, arrivée ici par accident, en leur concédant une pseudo citoyenneté israélienne, permet à l'Etat d'Israël de se faire passer pour « la seule démocratie du MO » et de faire oublier qu'il a été construit sur la destruction de notre peuple, qui, à l'intérieur aussi, continue : l'arabe y est tout juste toléré à condition de prouver sa fidélité.

En faisant des palestiniens de l'intérieur un *danger stratégique*, parce que ceux-ci réclament la reconnaissance et l'application de leurs droits, l'Etat d'Israël confirme une fois de plus sa nature impérialiste et raciste d'une entité coloniale.

Uni en Palestine et en exil, le peuple palestinien mène sa lutte contre le colonialisme, l'apartheid et le racisme de l'Etat d'Israël. Nous appelons au soutien de nos représentants palestiniens, où qu'ils soient ; et revendiquons nos droits à l'égalité, à l'expression.

La GUPS, Union Générale des Etudiants de Palestine, demande :

Le démantèlement de toutes les colonies israéliennes et du mur d'apartheid

Le retrait de l'armée d'occupation et la fin de la politique d'apartheid en Palestine occupée

Le droit au retour de tous les réfugiés

La libération de tous les prisonniers politiques palestiniens

L'établissement et la reconnaissance d'un Etat palestinien viable et souverain avec Jérusalem/Al Quds comme capitale

Tareq Sadeq

sadeq.tareq@gmail.com

GUPS – Section France

UNION GENERALE DES ETUDIANTS DE PALESTINE

5 Annexes

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Centre d'Information sur la Résistance en Palestine : Cinquième congrès des Palestiniens d'Europe à Rotterdam.

Les Palestiniens affirment leur volonté de retourner en Palestine

C'est dans la ville de Rotterdam, aux Pays-Bas, que s'est tenu le cinquième congrès annuel des Palestiniens d'Europe, après ceux de Malmö (Suède), Vienne (Autriche), Berlin (Allemagne) et Londres (Grande-Bretagne). Plus de 5000 Palestiniens, venus de différentes villes européennes, seuls ou en famille, ont passé la journée du 5 mai à Rotterdam et ont assisté à des conférences, débats et discussions pour affirmer une fois de plus que le droit au retour des réfugiés est un droit inaliénable collectif et individuel, pour s'organiser, raffermir les liens entre les réfugiés et les Palestiniens vivant sous occupation, et entre les réfugiés eux-mêmes.

Ce rassemblement fut organisé par le Palestinian Return Center (Londres), le secrétariat général du Congrès des Palestiniens d'Europe et le Forum palestinien de Hollande, en association avec la communauté palestinienne, le Rassemblement palestinien et le réseau droit au retour en Hollande.

Plusieurs personnalités palestiniennes furent invitées, certaines furent empêchées par l'occupation, comme sheikh Ikrima Sabri, et d'autres, par l'Union européenne qui maintient son blocus meurtrier et honteux contre le peuple palestinien. Sheikh Isma'il Haniyyeh, premier ministre, et dr. Basim Na'im, ministre de la jeunesse et des sports, furent empêchés de participer au congrès. Mais le premier ministre s'adressa aux congressistes par satellite alors que le ministre de la jeunesse et des sports raconta par téléphone les humiliations subies de la part des autorités belges qui lui ont interdit de se rendre en Hollande.

Le ministre Basim Naim : redoubler d'efforts pour briser le blocus

"Après avoir reçu l'invitation officielle de la part des organisateurs du congrès, j'ai demandé un visa à l'ambassade hollandaise qui me l'a remis, après deux mois d'attente. Avec le visa, j'ai pris le vol pour la Hollande, en passant par l'aéroport de Bruxelles. A l'aéroport, des hommes de la sécurité sont montés dans l'avion, et d'une manière provocante et dégradante, ils m'ont demandé de descendre de l'avion, comme si je menaçais la sécurité des Pays-Bas. Le ministre palestinien de la jeunesse et du sport a déclaré que cette interdiction ne témoigne pas de la volonté populaire en Hollande ou en Europe, mais est une décision politique d'hostilité envers le peuple palestinien et ses droits légitimes. Il a réaffirmé la volonté du peuple palestinien de liberté et de libération et a réclamé des efforts pour mettre fin au blocus contre le peuple palestinien.

Le premier ministre Isma'il Haniyye : le droit au retour et al-Quds sont des questions essentielles

Bravant l'interdiction de venir en Hollande, le premier ministre s'est adressé aux participants par satellite. Il a rappelé que ce congrès de Rotterdam se tient à l'occasion de la commémoration de la Nakba palestinienne, lorsque "les bandes sionistes sont venues en 1948 tuer l'être humain et la terre", pour affirmer que les rêves ne peuvent être volés, et que la Palestine demeure dans la conscience et le cœur. "Les responsables de l'entité sioniste ont parié sur le fait que les âgés parmi les Palestiniens allaient mourir et que les jeunes allaient oublier,

mais ce pari a échoué, voilà le Palestinien levant haut le drapeau, vivant de son rêve au retour qui est un réalité profonde, et ce moment arrivera certainement".

"Le gouvernement palestinien avait assisté l'année dernière au congrès, à Malmö, et il participe cette année, je souhaitais personnellement assister afin d'être près de nos frères, qui continuent à aimer la Palestine, malgré l'exil et l'éloignement". Il a souligné que ce congrès se tient "dans des conditions difficiles, avec un blocus injuste, qui dure depuis plus d'un an contre le peuple palestinien, ce blocus vise à obliger le gouvernement élu à faire des concessions politiques, mais ces tentatives subiront l'échec. Le gouvernement élu et le peuple palestinien ont beaucoup subi, et nous sommes parvenus à l'accord de la Mecque, pour former un gouvernement d'unité nationale qui défende les droits et les constantes palestiniennes, qui protège le choix démocratique du peuple palestinien. "Le peuple palestinien et son gouvernement font face à des défis importants, ils affrontent le blocus, ils protègent le projet national, et au niveau de la vie quotidienne, ils essaient de stopper l'anarchie sécuritaire", soulignant la détermination à réussir ces nouveaux défis en s'appuyant sur l'aide de Dieu.

Concernant la lutte contre le blocus, il a considéré qu'il s'agissait d'une mission importante pour le gouvernement, saluant en même temps le rôle des Palestiniens en Europe à briser ce blocus. Il a ensuite passé en revue quelques tâches primordiales du gouvernement, insistant que la question du retour des réfugiés à leurs villes et villages ainsi que la question d'al-Quds sont des questions importantes pour le gouvernement. Il a également affirmé que la libération des prisonniers reste une priorité, déclarant que tout doit être fait pour qu'ils soient libérés et que leurs familles soient protégées.

Il a réaffirmé la nécessité de protéger la question palestinienne dans ses dimensions arabe et musulmane, car le peuple palestinien fait partie de cette nation, et la nécessité de porter les deux aspects de la lutte, d'une part la libération de l'occupation et l'autre, la construction de ce que l'occupation a détruit.

L'archevêque Atallah Hanna : "Nous ne céderons pas"

La présence de l'archevêque grec-orthodoxe Atallah Hanna fut saluée longuement par la foule présente au congrès. "Je suis heureux d'être parmi vous aujourd'hui, dans ce festival palestinien, afin d'affirmer ensemble que nous sommes attachés à la justesse de notre cause, nous sommes attachés à nos constantes nationales, attachés à al-Quds, capitale de notre Etat national indépendant, mais également attachés au droit de retour dont la sacralité n'est pas moindre que notre droit sur al-Quds".

Il a poursuivi, saluant toute l'assistance : "Je vous salue au nom de la ville d'al-Quds, au nom (de la mosquée) d'al-Aqsa et de l'église du (St Sépulcre), au nom de notre unité nationale sur la terre de notre patrie, sur laquelle nous résistons à l'occupation et nous disons des milliers de non, non à l'occupation, non à la colonisation de notre terre, de notre Quds et de nos lieux saints". Monseigneur Atallah Hanna a aussi insisté sur l'importance de la lutte des Palestiniens de 48, ajoutant : "nous avons récemment célébré la commémoration de la Nakba, le jour de leur indépendance, sous le slogan : votre indépendance c'est notre nakba. Des dizaines de marches ont été organisées, et j'ai moi-même fait le tour de plusieurs villages détruits en Galilée, pour prier devant les églises et les mosquées détruites dans ces villages et rappeler le droit au retour des réfugiés".

Il a rappelé que la solidarité avec le peuple palestinien est un droit moral et un devoir humain. "Tous ceux qui se solidarisent avec le peuple palestinien affirment leur humanité et moralité. Et tous ceux qui ne se solidarisent pas avec notre peuple, ou pire, qui se solidarise avec l'occupation, est dépourvu de civilisation, de valeurs, de morale". "Nos ennemis veulent la mort du peuple palestinien, ils veulent liquider la cause palestinienne, je suis venu pour dire au monde entier que nous ne céderons pas, nous ne céderons pas, nous ne céderons pas."

S'adressant aux congressistes, mais aussi aux journalistes des médias européens, internationaux ou arabes, il a déclaré : "Je vous parle aujourd'hui, non en tant que représentant d'une confession religieuse particulière dans la ville d'al-Quds, car nous dans al-Quds, que nous soyions musulmans ou chrétiens, nous appartenons à une seule confession qui s'appelle le peuple arabe palestinien. Jésus n'est-il pas le fils de la Palestine ? L'Évangile n'est-il pas un livre palestinien ? Nous, très chers, nous n'avons pas importé le christianisme de l'Occident, mais c'est de la Palestine, de son cœur qui bat, que le christianisme s'est propagé, et la première église, l'église mère, non seulement se solidarise avec la question palestinienne, mais la considère comme la question essentielle". Il a poursuivi : "Il y a une dimension chrétienne à la question palestinienne, car les chrétiens font partie intégrante du peuple arabe et du peuple palestinien, et ceux qui visent la mosquée al-Aqsa sont les mêmes qui visent les lieux saints chrétiens".

Concernant l'unité du peuple palestinien, il a déclaré : "Nous sommes ici pour proclamer au nom de ce peuple que notre peuple palestinien, à l'intérieur et à l'extérieur, est un seul peuple. Il a indiqué que "l'histoire des peuples ne se mesure pas en dizaines d'années, nous ne sommes pas pressés pour accepter n'importe quelle solution qui liquide notre cause ou qui soit injuste", poursuivant : "nous ne voulons pas des accords ou des traités qui ne redonnent pas le droit intégral à ses ayants-droits".

Concernant le gouvernement, il a ajouté : le gouvernement du Hamas n'est pas descendu du ciel, mais c'est le peuple palestinien qui l'a élu. Nous respectons la volonté du peuple palestinien", demandant à respecter le gouvernement et le choix du peuple.

Il a finalement rassuré les Palestiniens d'Europe, disant: "N'ayez crainte, nous sommes les porteurs d'une cause juste, même s'ils nous accusent d'être terroristes. Le vrai terroriste est, en réalité, celui qui pratique l'occupation, l'agression, les violations des droits du peuple palestinien et qui agresse ses lieux saints." Il a exprimé son espoir dans la capacité de réaliser la victoire et la liberté, disant : "Si Dieu le veut, nous lèverons les bannières palestiniennes sur les minarets et les clochers d'al-Quds, que les autres le veuillent ou pas ! et si Dieu le veut, le retour se réalisera et nous célébrerons ce moment dans la ville d'al-Quds !"

Centre d'Information sur la Résistance en Palestine

Samedi 12 Mai 2007

Sources [Cirepal](#)

5-2 Rapport de WAFA : La Banque mondiale : il n'y aura pas de reprise économique en Cisjordanie tant que d'importantes portions de son territoire resteront inaccessibles.

La Banque Mondiale a indiqué que l'économie palestinienne ne s'améliorait qu'avec la liberté de circulation et l'accès en Cisjordanie.

Dans un rapport publié aujourd'hui, la Banque mondiale a dit "Israël, en limitant la liberté de circulation et l'accès à certaines parties de la Cisjordanie, empêche toute chance pour l'économie palestinienne de sortir de la crise. Ce rapport, particulièrement critique, affirme également que les restrictions imposées aux Palestiniens leur interdisent l'accès à environ 50% de la Cisjordanie".

"Actuellement, la liberté de circulation des Palestiniens en Cisjordanie est l'exception et non la règle, contrairement aux engagements pris dans le cadre d'un certain nombre d'accords entre le gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne", établit le rapport.

David Craig, directeur de la Banque mondiale pour la Cisjordanie et la bande de Gaza, dit que la politique de restrictions d'Israël en Cisjordanie *"y augmente les coûts de l'activité économique, et crée un niveau élevé d'incertitude et d'inefficacité qui rend la conduite normale des affaires excessivement difficile et coince la croissance et l'investissement, nécessaires à la reprise de l'économie."*

Les auteurs de ce rapport expliquent que la politique des bouclages en Cisjordanie s'effectue par une série de mesures et de décrets, ainsi que par la création d'obstacles physiques, qui contribuent à l'éclatement de ce territoire en cantons, de plus en plus petits et déconnectés les uns des autres.

Le rapport note que le nombre d'obstacles physiques (check points, barrages routiers, portails) continue à augmenter. Si l'on en croit les chiffres fournis par l'Office des Nations unies pour les Affaires humanitaires dans les territoires occupés (**OCHA**), le nombre de ces obstacles se montait en mars dernier à 546, soit 44% de plus que lors de la signature de l'accord sur la circulation et l'accessibilité, en novembre 2005.

"Si les obstacles physiques sont les manifestations visibles du bouclage, les moyens utilisés pour limiter la circulation des Palestiniens sont en fait bien plus complexes, et se fondent sur une série de pratiques administratives et de politiques d'autorisations qui limitent la liberté des Palestiniens de retourner à leur domicile, trouver du travail, investir et sortir des limites administratives de leurs communes", établit ce rapport.

Les restrictions administratives empêchent les Palestiniens de pénétrer dans d'importantes parties de la Cisjordanie, dont "toutes les zones situées à l'intérieur des limites municipales des colonies, la 'zone tampon', la vallée du Jourdain, Jérusalem Est, les routes 'réservées' et autres zones 'fermées'".

"L'effet combiné de ces obstacles physiques et administratifs est la division de la Cisjordanie en trois segments (nord, centre et sud), plus dix autres segments ou enclaves, les Palestiniens devant passer par des check points pour aller et venir de l'un à l'autre", affirme le rapport. *"En pratique, l'effet de cette économie mise en pièces est que, chaque jour, tout déplacement vers l'école, le lieu de travail, les magasins, les centres médicaux et les terres agricoles est soumis à l'incertitude et à l'arbitraire."*

Le rapport de la Banque mondiale estime que les Palestiniens sont empêchés d'accéder à 41 segments de routes (longueur totale : environ 700 km) en Cisjordanie. Ces routes sont réservées à l'usage des colons et des fonctionnaires internationaux.

Un conducteur palestinien peut demander une autorisation spéciale pour lui et son véhicule afin d'utiliser ces segments de routes, mais les check points ad hoc temporaires contribuent à créer "une incertitude importante, des coûts et des risques supplémentaires pour le transport de marchandises, et ils exercent un rôle dissuasif pour l'activité économique palestinienne."

Pour la Banque mondiale, il n'y aura pas de reprise économique en Cisjordanie tant que d'importantes portions de son territoire resteront inaccessibles. Le rapport conclut : "Ce n'est qu'après un réexamen de fond de toute la politique des bouclages que le secteur privé palestinien pourra redémarrer et nourrir une croissance durable."

WAFA

Palestine - 10-05-2007

5-3 Avi Issacharoff : Cisjordanie : un rapport de la Banque mondiale très sévère pour la politique d'Israël.

La Banque mondiale, qui prône la "bonne gouvernance" chez les autres, mais est empêtrée dans l'affaire Wolfowitz (son président, accusé de népotisme), continue néanmoins à travailler.

Pour les lecteurs de notre newsletter, rien de nouveau dans ce rapport, mais au moins, les choses sont dites clairement [par la Banque mondiale]

Selon un rapport de la Banque mondiale, Israël, en limitant la liberté de circulation et l'accès à certaines parties de la Cisjordanie, empêche toute chance pour l'économie palestinienne de sortir de la crise. Ce rapport,

particulièrement critique, affirme également que les restrictions imposées aux Palestiniens leur interdisent l'accès à environ 50% de la Cisjordanie.

"Actuellement, la liberté de circulation des Palestiniens en Cisjordanie est l'exception et non la règle, contrairement aux engagements pris dans le cadre d'un certain nombre d'accords entre le gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne", établit le rapport.

David Craig, directeur de la Banque mondiale pour la Cisjordanie et la bande de Gaza, dit que la politique de restrictions d'Israël en Cisjordanie "y augmente les coûts de l'activité économique, et crée un niveau élevé d'incertitude et d'inefficacité qui rend la conduite normale des affaires excessivement difficile et coince la croissance et l'investissement, nécessaires à la reprise de l'économie."

Les auteurs de ce rapport expliquent que la politique des bouclages en Cisjordanie s'effectue par une série de mesures et de décrets, ainsi que par la création d'obstacles physiques, qui contribuent à l'éclatement de ce territoire en cantons, de plus en plus petits et déconnectés les uns des autres.

Le rapport note que le nombre d'obstacles physiques (check points, barrages routiers, portails) continue à augmenter. Si l'on en croit les chiffres fournis par l'Office des Nations unies pour les Affaires humanitaires dans les territoires occupés (OCHA), le nombre de ces obstacles se montait en mars dernier à 546, soit 44% de plus que lors de la signature de l'accord sur la circulation et l'accessibilité, en novembre 2005.

"Si les obstacles physiques sont les manifestations visibles du bouclage, les moyens utilisés pour limiter la circulation des Palestiniens sont en fait bien plus complexes, et se fondent sur une série de pratiques administratives et de politiques d'autorisations qui limitent la liberté des Palestiniens de retourner à leur domicile, trouver du travail, investir et sortir des limites administratives de leurs communes", établit ce rapport.

Les restrictions administratives empêchent les Palestiniens de pénétrer dans d'importantes parties de la Cisjordanie, dont "toutes les zones situées à l'intérieur des limites municipales des colonies, la 'zone tampon', la vallée du Jourdain, Jérusalem Est, les routes 'réservées' et autres zones 'fermées'."

"L'effet combiné de ces obstacles physiques et administratifs est la division de la Cisjordanie en trois segments (nord, centre et sud), plus dix autres segments ou enclaves, les Palestiniens devant passer par des check points pour aller et venir de l'un à l'autre", affirme le rapport. "En pratique, l'effet de cette économie mise en pièces est que, chaque jour, tout déplacement vers l'école, le lieu de travail, les magasins, les centres médicaux et les terres agricoles est soumis à l'incertitude et à l'arbitraire."

Le rapport de la Banque mondiale estime que les Palestiniens sont empêchés d'accéder à 41 segments de routes (longueur totale : environ 700 km) en Cisjordanie. Ces routes sont réservées à l'usage des colons et des fonctionnaires internationaux. Un conducteur palestinien peut demander une autorisation spéciale pour lui et son véhicule afin d'utiliser ces segments de routes, mais les check points ad hoc temporaires contribuent à créer "une incertitude importante, des coûts et des risques supplémentaires pour le transport de marchandises, et ils exercent un rôle dissuasif pour l'activité économique palestinienne."

Pour la Banque mondiale, il n'y aura pas de reprise économique en Cisjordanie tant que d'importantes portions de son territoire resteront inaccessibles. La rapport conclut : "Ce n'est qu'après un réexamen de fond de toute la politique des bouclages que le secteur privé palestinien pourra redémarrer et nourrir une croissance durable."

Avi Issacharoff

in The Jerusalem Post, 9 mai 2007

<http://www.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1178431601987&pagename=JPost%2FJPArticle%2FPrinter>

Trad. : Gérard pour La Paix Maintenant

5-4 Yaniv Salama-Scheer ; Peut-être un Israélien dans le gouvernement prochainement nommé par Sarközy ?

D'après des rumeurs insistantes, Arno Klarsfeld, rejeton du fameux chasseur de nazis Serge et de Beate Klarsfeld, serait le candidat favori pour le poste de ministre de l'immigration et de l'identité nationale, le président de la république élu Nicolas Sarközy devant composer son cabinet durant les semaines à venir.

Arno Klarsfeld, avocat âgé de quarante-et-un ans, a déjà effectué plusieurs missions portant sur les problèmes de l'immigration illégale en France pour Sarközy, alors ministre de l'Intérieur.

Né en France, Klarsfeld s'est aligné sur Sarközy et la droite après être tombé en disgrâce auprès de la gauche française pour avoir acquis la citoyenneté israélienne et s'être enrôlé dans la Police des Frontières israéliennes. Il a notamment sévi sur plusieurs barrages militaires dans les environs de Bethléem.

Au service de Sarközy, Klarsfeld a préparé des rapports sur la déportation d'immigrants sans papiers, et il a contribué à négocier un marchandage afin de mettre un terme aux manifestations de protestation de militants de la défense des sans domicile fixe.

Klarsfeld a aussi embrassé plusieurs causes humanitaires, faisant campagne afin de créer une cour pénale internationale chargée de juger les génocides au Kosovo et au Rwanda. Il s'est fait le héraut des causes juives, représentant l'Association des Fils et Filles de Déportés juifs de France, qui a cherché à obtenir des dommages et intérêts dans un procès intenté contre le collaborateur français avec les nazis Maurice Papon, décédé au mois de février de cette année.

Ayant servi de médiateur à Sarközy et étant un habitué de la région, d'aucuns pensent qu'il pourrait y jouer le rôle d'envoyé spécial de Sarközy.

Mais des responsables du parti de Sarközy, l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP) nous ont indiqué lundi dernier qu'aucune décision définitive n'avait encore été prise en ce qui concerne les nominations des ministres du gouvernement. Ils nous ont dit n'avoir entendu circuler aucune spéculation autour d'une éventuelle nomination de Klarsfeld, contrairement à ce que laissait entendre le quotidien Le Figaro, ce même jour.

Selon un officiel de l'UMP, bien qu'il ne s'agisse pour l'heure que de simples conjectures, tout est possible « Il est charismatique et très aimé, mais il faut aussi examiner la question de savoir s'il est la personne la plus appropriée pour la fonction », nous a dit cet officiel.

Quant à un rôle d'envoyé spécial au Moyen-Orient de Klarsfeld, cet officiel nous a dit que les états de service de Klarsfeld pourraient poser problème tant pour les durs que pour les modérés en Syrie, au Liban et au sein de l'Autorité palestinienne.

« Près de 70 % des Français d'origine libanaise ont voté Sarközy, ils en attendent donc beaucoup », nous a expliqué l'officiel UMP. « Quand vous parlez, par exemple, du Hezbollah, il faudrait qu'ils voient dans quelqu'un comme Klarsfeld avant tout un citoyen français, et pas un Israélien. Il faut qu'ils le reconnaissent officiellement, et non personnellement. »

Klarsfeld s'est montré particulièrement direct, par le passé, sur le conflit israélo-palestinien ; il a notamment déclaré que les Palestiniens étaient responsables de certaines des victimes de l'Holocauste.

Dans un article de lui, publié par Le Monde en 2001, il écrivait : « Si les juifs persécutés d'Allemagne, de Pologne, de Hongrie et de Roumanie avaient été autorisés à immigrer en Palestine... il est certain que le nombre des juifs exterminés aurait été bien moins élevé. »

Klarsfeld a été aussi très direct à propos de la gouvernance palestinienne, dont il pense qu'elle doit devenir une réalité, mais tout en précisant que les Israéliens et les Palestiniens ne doivent pas se voir interdire de vivre dans le territoire les uns des autres.

« On dit que la politique israélienne dans les territoires occupés est un obstacle à la paix. Peut-être », a-t-il dit.

« Mais nous pouvons aussi retourner la question et demander : pourquoi des juifs ne peuvent-ils pas vivre en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, alors qu'un million d'Arabes vivent en Israël ? »

D'après des informations en provenance de Paris, parmi d'autres impétrants à des postes dans le gouvernement Sarközy, sont cités la ministre sortante de la Défense Michèle Alliot-Marie et Alain Juppé, un ancien Premier ministre et ancien ministre des Affaires étrangères. Tous deux sont considérés comme des challengers pour le poste de ministre des Affaires étrangères, bien que d'aucuns suggèrent que Juppé deviendra plus vraisemblablement président de l'Assemblée nationale.

« Les Israéliens vont faire la tronche, en particulier si c'est Juppé », nous a dit l'officiel UMP. « Juppé est considéré très pro-palestinien, et il a fait des déclarations au sujet de Jérusalem qui ne sont pas du tout du goût des Israéliens. Il a notamment déclaré que Jérusalem est un territoire disputé n'appartenant donc pas à Israël. Et Juppé est quelqu'un qui pense ce qu'il dit. »

Alliot-Marie a elle aussi suscité des critiques par certaines de ses déclarations au sujet du Moyen-Orient, en particulier en condamnant les survols israéliens au Liban, dont l'armée israélienne a répété qu'ils étaient des efforts visant à dissuader le Hezbollah de se réarmer en violation du cessez-le-feu sponsorisé par l'Onu.

« Je pense qu'elle a retenu la leçon de ce qu'il en coûte d'avoir la langue trop bien pendue, en particulier sur des sujets touchant au Moyen-Orient », nous a dit l'officiel. « Toutes les déclarations concernant Israël doivent être ciselées avec grand soin. Or Alliot-Marie avait parlé à la légère, et sans avoir été correctement informée. »

Yaniv Salama-Scheer

in The Jerusalem Post, 9 mai 2007

<http://www.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1178431601987&pagename=JPost%2FJPArticle%2FPrinter>

5-5 90.7%

90.7% de la population française expatriée en Israël a voté pour le nouveau président de la République française au second tour!

Tirons tous les enseignements de ce chiffre : Nicolas Sarkozy est (aussi) le candidat d'Israël, de sa classe dirigeante et de fait, des israéliens, et ceci de façon écrasante. Mais encore : les israéliens, ou au moins ses ressortissants français, soutiennent massivement une perspective libérale et militariste pour leur pays. Le mouvement actuel de délégitimation du pouvoir de Ehud Olmert n'a pas encore permis l'émergence d'un nouveau mouvement pacifiste.

Ceci ne doit plus nous laisser de doutes sur l'existence d'une éventuelle "voix" française discordante par rapport à celle des Etats-Unis. Ehud Olmert a d'ailleurs rapidement félicité Nicolas Sarkozy suite au second tour et ce dernier a tenu à rappeler une évidence : « *Je suis un ami d'Israël et Israël peut toujours compter sur mon amitié.* » (<http://blog.mondediplo.net/-Nouvelles-d-Orient>).

On saluera en revanche la prise de position de la maire de Lille, qui a signé une pétition lancée par le journal Témoignage chrétien en faveur de l'arrêt du boycott du gouvernement Hamas. (<http://www.nord-palestine.org/art-recom-2006-07-05TC.htm>). Ce qui ne nous fera pas oublier la position de Ségolène Royal : pour le mur d'occupation en Cisjordanie, et pour le tramway colonial.

Pourtant malgré cette quasi-unanimité de nos dirigeants politiques, la consolidation d'un mouvement de soutien à la Palestine, est plus que jamais nécessaire et possible : car plus personne ou presque ne croit à la fable d'Israël "première démocratie du Moyen-Orient", car même aux Etats-Unis la politique de Georges Bush est totalement rejetée (<http://www.france-palestine.org/article6192.html>), car l'Etat d'Israël vit une grave crise de légitimité (lire : "Le fossé s'élargit entre les juifs sur la question du sionisme" <http://www.france-palestine.org/article6135.html>), qui peut avoir des conséquences inattendues.

Alors, soyons tous mobilisés !

Posté par Adriana Evangelizt